

ENTRE

LA GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES S.A.

ET

LA SOCIETE KAI PENG MINING SARL

RELATIF

AUX DROITS MINIERES ATTACHES AU PERIMETRE DE 5 (CINQ) CARRES
COUVERTS PAR LE PERMIS D'EXPLOITATION (PE) 13256 PARTIELLEMENT ISSU
DU PE 12274 ET AU PERIMETRE DE 2 (DEUX) CARRES COUVERTS PAR LE
PERMIS D'EXPLOITATION (PE) 2355 PARTIELLEMENT DE GECAMINES S.A.

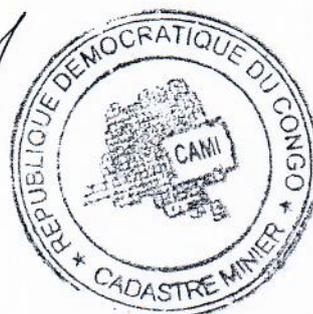


N° 1923/7813/SG/GC/2020

DECEMBRE 2020

[Handwritten signature]
6/1
2021

[Handwritten signature]



CONTRAT D'AMODIATION

Entre :

La Générale des Carrières et des Mines, société anonyme unipersonnelle avec Conseil d'Administration, en abrégé « GECAMINES S.A. », en sigle « GCM S.A. », au capital social de 2.401.500.000.000 CDF, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Lubumbashi sous le n° CD/LSHI/RCCM/14-B-1678, Numéro d'Identification Nationale 6-193-A01000M et Numéro Impôt A0701147F, et ayant son siège social au n° 419, Boulevard Kamanyola, à Lubumbashi, Commune de Lubumbashi, Ville de Lubumbashi, Province du Haut-Katanga, République Démocratique du Congo, « RDC », représentée aux fins des présentes par Monsieur Albert Yuma Mulimbi, Président du Conseil d'Administration, et Monsieur Sama Lukonde Kyenge Jean-Michel, Directeur Général, ci-après dénommée « Gécamines » ou l' « Amodiant », d'une part ;

et

KAI PENG MINING, société à responsabilité limitée, en abrégé « KPM », immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Likasi sous le n° CD/LSI/RCCM/14-B-052, Numéro d'Identification Nationale 6-128-N62747R, Numéro Impôt A1206441Q, et ayant son siège social au n° 33, Route Kambove, Commune de Panda, Ville de Likasi, Province du Haut-Katanga, République Démocratique du Congo, représentée aux fins des présentes par Monsieur Chen Tao, Directeur Général, ci-après dénommée « KPM », d'autre part ;

Ci-après dénommées collectivement « Parties » et individuellement « Partie » ;

PREAMBULE

- A) Attendu que Gécamines est titulaire exclusif des Permis d'Exploitation (PE) 13256 issu de la transformation multiple des PE 12274 et 2355 auxquels se rapporte le présent Contrat d'Amodiation dont copies des certificats d'exploitation en annexe 1 ;
- B) Attendu que Gécamines et KPM avaient signé en date du 02 décembre 2016, le contrat de recherches n° 1647/12101/SG/GC/2016 (« Contrat de Recherches ») relatif à l'exécution des travaux de recherches sur le périmètre de 80 (quatre-vingt) carrés couverts par le Permis d'Exploitation (PE) 12274, qui a été transformé en multiples permis donnant les 31 carrés du Permis d'Exploitation (PE) 13256, dont 16 concernés par le contrat de recherche et de 121 (cent vingt et un) carrés couverts par le Permis d'Exploitation (PE) 2355 de Gécamines pour la mise en évidence des gisements et la détermination des réserves pour une durée de 36 mois ;
- C) Attendu que KPM a, par sa lettre du 17 novembre 2020, transmis à Gécamines le rapport sur l'étude de faisabilité du projet de valorisation des gisements de Kipese Sud I, Kipese Sud II, Kipese Sud V et VII, et sollicité par la même occasion une amodiation de l'exploitation minière ;



- D) Attendu que Gécamines a, par sa lettre n° 918/DG/20 du 22 novembre 2020, donné à KPM ses avis et considérations sur l'étude de faisabilité en relevant que les travaux de recherches effectués par elle ont permis de mettre en évidence des ressources géologiques probables évaluées à 29.387.799 ts à 1,77 %Cu, soit 520.442 tCu_{tot} et que l'exploitation des gisements de Kipese Sud I, Kipese Sud II, Kipese Sud V et VII a été planifiée en deux phases dont la première devra permettre d'assurer l'alimentation de l'usine actuelle de KPM et la seconde sera destinée à l'implantation d'une nouvelle usine sur le site ;
- E) Attendu que Gécamines a ainsi autorisé, dans la même lettre, d'une part le démarrage de l'exploitation en considérant la hauteur de 146.000 tCu comme un minimum de réserves à certifier sur lesquelles Gécamines aura droit anticipativement à un pas de porte, et d'autre part, la poursuite des travaux de recherches en vue d'améliorer la connaissance des ressources géologiques identifiées sur une période prorogée non renouvelable de 24 mois, étant donné que les écailles des gisements de Kipese Sud I, Kipese Sud II, Kipese Sud V et Kipese Sud VII ne sont localisées que sur 4 carrés miniers respectivement des PE 13256 et 2355 tels que configurés dans l'Annexe 2, auxquels sont annexés d'office 3 carrés comme surface nécessaire à l'exploitation qui devront faire l'objet d'une urgente campagne de stérilisation ;
- F) Attendu que l'Amodiant et l'Amodiataire avaient convenu dans le contrat de recherches d'appliquer au calcul du pas de porte le taux de 35 USD/tCu mais ont convenu de porter ce taux à 90 USD/tCu ;
- G) Attendu que l'Amodiant et l'Amodiataire souhaitent conclure le présent Contrat d'Amodiation qui confèrera tous les droits à l'Amodiataire, prescrits sur les Permis Amodiés, notamment ceux d'exploiter du minerai contenant du cuivre, du cobalt et d'autres substances associées valorisables ;
- H) Attendu que les Parties se sont accordées sur les conditions de leur collaboration ;

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1. INTERPRETATION

1. Définitions

Dans le présent contrat d'amodiation, ci-après « Contrat d'Amodiation », sauf s'ils y sont définis autrement, les termes commençant par une majuscule auront la signification ci-dessous. Les définitions données en cet Article seront applicables à la fois à la forme singulière et plurielle, et notamment les termes :

« **Amodiation** » signifie un louage, pour une durée déterminée ou indéterminée, sans faculté de sous-louage, de tout ou partie des droits attachés à un droit minier, moyennant rémunération.



« Budget » signifie une estimation et un calendrier détaillés de tous les frais à exposer par l'Amodiataire et de toutes les recettes attendues relatifs au(x) Programme(s) qui sera ou seront établi(s) pour la Période d'Exploration et la Période de Développement.

« Cadastre Minier » ou « CAMI » signifie l'entité publique de la République Démocratique du Congo responsable notamment de l'enregistrement des droits miniers et de carrières.

« Chiffre d'Affaires Brut » signifie le montant total des ventes de Produits réalisées par l'Amodiataire à partir de l'exploitation de tout gisement mis en évidence sur le Permis Amodié.

« Code JORC » signifie l'édition 2012 du Code australo-asiatique pour la Déclaration des Résultats d'Exploration, des Ressources Minérales et des Réserves de Minerais.

« Date de Commencement de la Production Commerciale » signifie la date de l'expédition du premier chargement des Produits marchands, quelle que soit la nature de la vente commerciale, exception faite des échantillons envoyés à l'étranger pour analyse.

« Date d'Entrée en Vigueur de l'Amodiation » a le sens qui lui est attribué à l'article 2.2.1.

« Date de Signature de l'Amodiation » signifie la date de signature du présent Contrat d'Amodiation par les Parties.

« Développement » signifie, en ce qui concerne le Permis Amodié, les opérations ou les travaux effectués ayant pour objet ou liés à la préparation de l'Exploitation, y compris la construction ou l'installation d'un broyeur ou de tous autres équipements utilisés pour la concentration, le traitement ou autres valorisations des produits minéraux.

« Droits Miniers Amodiés » signifie tous droits attachés au Permis d'Exploitation devant couvrir le périmètre de 5 (cinq) carrés du PE 13256 partiellement et le périmètre de 2 (deux) carrés du PE 2355 partiellement au sens de la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier de la République Démocratique du Congo telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 9 mars 2018, susceptibles d'être exercés par le titulaire en se conformant aux normes définies dans l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et ce, dans les limites du périmètre définies par les coordonnées géographiques et figurant sur le plan en annexe 2 et que l'Amodiant donne en amodiation à l'Amodiataire en vertu du présent Contrat d'Amodiation et du Code Minier.

« Equivalent Cuivre-Cobalt » signifie l'équivalent économique d'une quantité déterminée de cuivre en cobalt selon un ratio cuivre-cobalt déterminé par le prix fixé



dans la Déclaration des Ressources et des Réserves de l'Amodiataire établie conformément aux normes internationales de l'industrie minière et actualisée tous les ans.

« **Exploitation** » signifie en ce qui concerne le Permis Amodié, les travaux miniers d'extraction, de production, de traitement, de transport interne, de manutention, de concentration, de traitement métallurgique, de raffinage et autres, de traitement des produits et d'aménagement et de restauration du périmètre d'exploitation.

« **Exploration** » signifie, en ce qui concerne le Permis Amodié, toutes les opérations ou les travaux réalisés ayant pour objet d'établir notamment l'existence, la localisation, la quantité, la qualité ou l'étendue d'un gisement commercial de minerai de cuivre ou de cobalt à l'intérieur du périmètre couvert par le Permis Amodié, y compris la préparation d'une étude de faisabilité et toute autre étude ou analyse.

« **Jour Ouvrable** » signifie un jour autre que le samedi, le dimanche ou un jour férié légal en République Démocratique du Congo.

« **LIBOR** » signifie le Taux de Fixation des Intérêts pour les dépôts (*Interest Settlement Rate for deposits*) en Dollars américains (USD) de l'Association des Banquiers Britanniques par période de trois (3) mois, tel qu'affiché sur la page appropriée de l'écran Reuters à partir de onze (11) heures, deux (2) Jours Ouvrables avant chaque échéance de paiement de la redevance. Si la page est remplacée ou si le service cesse d'être disponible, l'Amodiataire et l'Amodiant (tous deux agissant raisonnablement) doivent convenir d'une autre page ou d'un service affichant le taux approprié.

« **Mt/Cuivre** » signifie un million de tonnes de cuivre.

« **Opérations** » signifie l'Exploration, le Développement, et l'Exploitation des Permis Amodiés et la gestion et la commercialisation des Produits.

« **Permis Amodiés** » signifie les permis d'exploitation couvrant le périmètre des 5 (cinq) carrés du PE 13256 partiellement et des 2 (deux) carrés du PE 2355 partiellement contenant des gisements, y compris les droits qui y sont attachés, et amodiés par l'Amodiant à l'Amodiataire conformément au présent Contrat d'Amodiation.

« **Phase I du Projet** » signifie la première phase d'exploitation des gisements Kipese Sud I, Kipese Sud II, Kipese Sud V et Kipese Sud VII.

« **Phase 2 du Projet** » signifie la phase complémentaire d'exploitation issue de l'étude de faisabilité concernant la poursuite des travaux de recherches sous le couvert du Contrat d'Amodiation.

« **Polygone Amodié** » ou « **Périmètre Amodié** » signifie l'espace amodié des PE 13256 et PE 2355 qui se présente sous la forme d'un polygone composé de carrés entiers contigus.



✓

✓

A large, stylized handwritten signature in black ink.

« **Produits** » signifie tous les produits finis provenant de l'exploitation de minerai de cuivre, de cobalt et/ou d'autres substances associées valorisables, sur les Permis Amodiés, y compris les concentrés cupro-cobaltifères, les cathodes de cuivre et de cobalt et, le cas échéant, le cuivre à haute teneur.

« **Programme** » signifie une description raisonnablement détaillée des Opérations à conduire et des objectifs à poursuivre par l'Amodiataire pendant une période donnée à déterminer, au cours de la Période d'Exploration et de la Période de Développement.

« **Réserves Prouvées** » a le sens qui est attribué à « Proved Reserves » dans le Code JORC.

« **Réglementation Minière** » signifie la loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier de la République Démocratique du Congo telle que modifiée et complétée par la loi n° 18/001 du 9 mars 2018 et le décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier tel que modifié et complété par le décret n° 18/24 du 8 juin 2018 ;

1.2. Interprétation

1.2.1 Le « niveau de minéralisation » dans les Permis Amodiés sera déterminé conformément aux méthodes et à la terminologie du Code JORC ;

1.2.2 La référence à « une quantité de cuivre ou au Cuivre » concernant les Permis Amodiés inclura également l'Equivalent Cobalt-Cuivre, notamment en ce qui concerne la détermination :

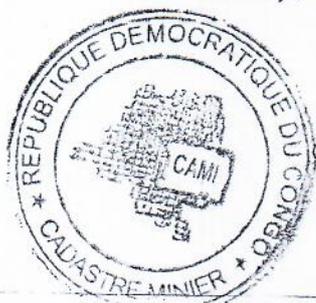
(i) de la base pour le calcul du montant de pas de porte à payer par l'Amodiataire ;

(ii) de la quantité totale de minerai que contient ou contiennent le ou les gisement(s) mis en évidence sur l'ensemble du Polygone Amodié. Cette quantité sera couverte par le présent Contrat d'Amodiation qui pourra être remplacé, le cas échéant et après accord des Parties, par un contrat de cession.

1.2.3 Les « normes internationales de l'industrie minière » ou les « normes de l'industrie » se réfèrent aux normes généralement applicables dans l'industrie minière internationale, ce qui comprend, le cas échéant, la Charte et les Dix Principes du Développement Durable du Conseil International des Mines et des Métaux (ICMM).

1.2.4 Les références à :

✓ une personne incluent toute société, tout partenariat, ou toute association sans personnalité morale (disposant, ou non, d'une personnalité juridique distincte) ;



A handwritten signature in black ink, consisting of stylized initials and a surname.

A handwritten checkmark in black ink.

- ✓ une société incluent toute société, société commerciale, ou personne morale, où qu'elle soit constituée ; et
- ✓ toute référence de ce type sera interprétée de manière à inclure les successeurs, cessionnaires ou ayants droit autorisés de cette personne ou société, et toute référence aux représentants d'une personne ou d'une société se rapportera à ses dirigeants, salariés, conseils juridiques ou autres conseillers professionnels, sous-traitants, agents, avocats et autres représentants dûment autorisés.

Article 2. PRINCIPES GENERAUX

2.1 **Objet**

- 2.1.1 L'objet du présent Contrat d'Amodiation est d'accorder une amodiation à l'Amodiataire sur les droits miniers attachés aux Permis Amodiés, conformément à la Réglementation Minière applicable.
- 2.1.2 Cette amodiation, accordée par l'Amodiant à l'Amodiataire, comporte le droit exclusif et total d'effectuer sur le périmètre des PE 13256 et PE 2355 tel que délimité sur le plan en annexe 2 du présent Contrat d'Amodiation, tous travaux d'Exploration, de Développement et d'Exploitation et de disposer, en toute propriété et liberté, des Produits qui en sont extraits, dans le respect des dispositions de la Réglementation Minière, dans la limite de l'exploitation effective de minerai sur l'ensemble du périmètre couvert par les Permis Amodiés.
- 2.1.3 Les Parties reconnaissent que les droits d'Exploration, de Développement et d'Exploitation accordés à l'Amodiataire au titre du présent Contrat d'Amodiation concernent le cuivre, le cobalt et d'autres substances valorisables.

2.2 **Durée**

2.2.1 **Date d'Entrée en Vigueur de l'Amodiation**

Le présent Contrat d'Amodiation et les droits découlant des présentes entreront en vigueur, entre les Parties après son enregistrement par le CAMI conformément aux dispositions de l'article 179 du Code Minier en application de l'article 4.1 ci-dessous, étant entendu que, dans tous les cas, cette date sera postérieure à la date de signature du présent Contrat d'Amodiation (la « Date d'Entrée en Vigueur de l'Amodiation »).

2.2.2 **Date d'Expiration de l'Amodiation**

Aux fins de la Clause 2.1.2, les Parties reconnaissent que le présent Contrat d'Amodiation et les droits découlant des présentes resteront en vigueur pour une durée de quinze (15) ans, renouvelable une fois par tacite reconduction, pour la même période. Dans tous les cas, avant cette date, le



présent Contrat d'Amodiation peut prendre fin à la première des dates suivantes :

- (i) la date à laquelle l'ensemble des Produits résultant de l'exploitation sont obtenus dans la limite des Réserves Prouvées contenues dans le minerai exploité au titre des Permis Amodiés (ou l'Equivalent Cuivre-Cobalt et autres substances associées) ; ou
- (ii) la date à laquelle les Permis Amodiés ne pourront plus être ni renouvelés (ou) ni prolongés dans toute la mesure permise par la Réglementation Minière (la « Date d'Expiration de l'Amodiation »).

Article 3. OPPOSABILITE ET ENREGISTREMENT DU CONTRAT D'AMODIATION

Les Parties conviennent que le présent Contrat d'Amodiation sera enregistré au Cadastre Minier et l'Amodiant s'assurera que les droits de l'Amodiataire au titre du présent Contrat d'Amodiation, et relatifs aux Permis Amodiés, demeurent valides et opposables aux tiers et enregistrés au Cadastre Minier.

Article 4. PAIEMENT A L'AMODIANT

4.1 Loyer

4.1.1 Taux de loyer

Le taux de loyer mensuel est de 10.500 USD (dix mille cinq cents Dollars américains) ou son équivalent en franc congolais au taux de change en vigueur le jour du paiement, impôt mobilier compris.

L'Amodiataire ne payera le loyer qu'une seule fois à l'Entrée en Vigueur du Contrat d'Amodiation pour permettre au CAMI de percevoir le 1 % de la taxe pour enregistrement du Contrat d'Amodiation conformément à l'article 179 du Code Minier.

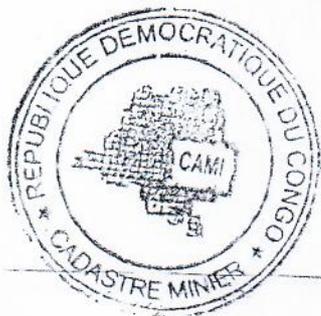
Après ce paiement, le loyer sera compris dans les Royalties.

4.2 Pas de Porte

Au titre de droit d'accès au business avec l'Amodiant, l'Amodiataire paiera à ce dernier un pas de porte dont le montant est fixé à 13.140.000 USD (treize-millions cent quarante mille Dollars américains), non remboursable, calculé sur la base de 146.000 tCu au taux de 90 USD/tCu.

Le paiement se fera de la manière suivante :

- Première tranche : 4.380.000,- USD (quatre millions trois cent quatre-vingt mille Dollars américains), dans les 5 jours ouvrables de l'enregistrement du Contrat d'Amodiation au CAMI ;



- Deuxième tranche : 4.380.000,- USD (quatre millions trois cent quatre-vingt mille Dollars américains) à payer à la date du premier anniversaire du paiement de la première tranche ;
- Troisième tranche : 4.380.000,- USD (quatre millions trois cent quatre-vingt mille Dollars américains) à payer à la date du 2^{ème} anniversaire du paiement de la première tranche ;

D'ores et déjà les Parties conviennent que le pas de porte additionnel sera calculé à partir des réserves déterminées dans l'Etude de Faisabilité Bancable sur base du taux de 90 USD/tCu.

4.3 Royalties (redevance d'amodiation)

4.3.1. Taux de Royalties

En contrepartie des droits accordés par l'Amodiant à l'Amodiataire au titre du présent Contrat d'Amodiation et pour l'utilisation des Permis Amodiés, l'Amodiataire paiera à l'Amodiant les royalties (une redevance d'amodiation) de 2,5 % (deux et demi pour cent) du Chiffre d'Affaires Brut réalisé effectivement par l'Amodiataire, impôt mobilier compris.

4.3.2. Fréquence de paiement

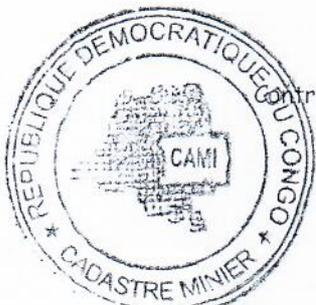
Les Royalties sont exigibles trimestriellement dans les quinze (15) jours qui suivent la réception d'une facture établie par l'Amodiant à compter de la Date de Commencement de la Production Commerciale.

4.3.3. Relevés et Facturation

Les paiements dus à l'Amodiant par l'Amodiataire, au titre de Royalties, feront l'objet d'une comptabilisation trimestrielle par l'Amodiataire accompagnée des détails pertinents. Les relevés de la production, fournis à l'Amodiant, seront présumés être faits de bonne foi et corrects, à moins que, dans les six (6) mois à compter de la date de réception, l'Amodiant ne formule une objection écrite et introduise une demande, auprès de l'Amodiataire, en vue d'une rectification.

L'Amodiant établira et enverra une facture trimestrielle originale du montant de Royalties dues sur la base des relevés qui lui auront été communiqués par l'Amodiataire.

Sous réserve du droit de contrôle et de vérification des Opérations prescrit par la Réglementation Minière, l'Amodiant aura la faculté de procéder, lui-même ou par un cabinet d'audit mandaté par lui, à ses frais et moyennant notification écrite préalable à l'Amodiataire, à tout moment, à un audit de la production réalisée qui lui permettra de vérifier le calcul de Royalties dues.



A handwritten signature in black ink, consisting of several stylized, overlapping loops and lines.

A simple handwritten checkmark symbol.

Tous les audits seront réalisés par l'Amodiant, ou le cabinet d'audit mandaté par lui, pendant les heures de service aux bureaux de l'Amodiataire où tous les livres et documents nécessaires à un audit de la production devront être conservés.

Au terme d'un audit, l'Amodiant pourra formuler une objection, par écrit, et demander l'ajustement des comptes tel que prévu à la présente Clause 4.3.3. L'Amodiataire sera tenu de procéder à un tel ajustement des comptes sans délai à compter de la réception de la demande de l'Amodiant, sauf contestation de l'Amodiataire. En cas de désaccord concernant l'ajustement des comptes, les Parties pourront entamer une procédure d'arbitrage conformément à la clause 17.2 ci-dessous.

4.3.4. Paiement

Selon la demande de l'Amodiant, l'Amodiataire procédera au versement de Royalties dues en Dollars US ou en Francs Congolais en appliquant le taux de change du jour de paiement au profit d'un compte bancaire de l'Amodiant à communiquer formellement à l'Amodiataire.

A la demande écrite de l'Amodiant, le paiement peut se faire en nature. Pour ce faire, l'Amodiataire livrera à l'Amodiant durant le mois de paiement concerné, un tonnage de minerais et/ou d'intrants industriels correspondant au montant de Royalties dues. Le tonnage de minerais à livrer ainsi que leurs caractéristiques seront déterminés, d'un commun accord, dans un contrat commercial à conclure au moment de l'opération. Toute dépense additionnelle résultant du paiement de Royalties à l'Amodiant en nature sera supportée par l'Amodiataire.

En ce qui concerne les intrants industriels, et pour autant que les conditions fixées par l'Amodiataire soient compétitives, la livraison sera effectuée après l'acceptation desdites conditions par l'Amodiant.

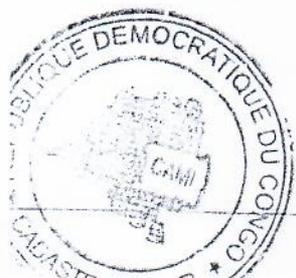
Article 5. DROITS DE L'AMODIATAIRE

L'amodiation accordée par le présent Contrat d'Amodiation comprend les droits définis à l'article 1.1 et 2.1.

Article 6. DECLARATIONS ET GARANTIES

6.1. L'Amodiataire déclare et garantit qu'il a la capacité et le pouvoir de conclure et d'exécuter le présent Contrat d'Amodiation et que toutes les autorisations requises ont été obtenues et qu'il est éligible aux droits miniers conférés par le présent Contrat d'Amodiation, conformément à la Réglementation Minière.

6.2. A l'égard des Permis Amodiés, l'Amodiant déclare et garantit que :



- 6.2.1. Il a la capacité et le pouvoir de conclure et d'exécuter le présent Contrat d'Amodiation et que toutes les autorisations requises ont été obtenues ;
- 6.2.2. Il est titulaire exclusif du Permis Amodié et des droits qui en découlent ;
- 6.2.3. Les Permis Amodiés ne sont soumis à aucune charge, privilège ou sûreté quelconque en faveur des tiers et ne font l'objet d'aucune procédure, revendication ou différend qui pourrait affecter les droits de l'Amodiataire sur les Permis Amodiés ;
- 6.2.4. Aucune notification d'annulation, de retrait, de manquement, d'application de pénalités, de suspension d'activités ou toute forme de sanction des autorités congolaises, n'a été reçue ou n'est, à sa connaissance, attendue par l'Amodiant ; et
- 6.2.5. A sa connaissance, toute Exploration, Développement ou autres Opérations menées par lui ou pour son compte sur les Permis Amodiés ont été exécutés conformément aux règles de l'art et dans le respect de la Réglementation Minière applicable.

Article 7. OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1 Obligations de l'Amodiataire

L'Amodiataire assumera ses responsabilités propres résultant de l'article 177 du Code Minier dans les limites des Droits Miniers Amodiés.

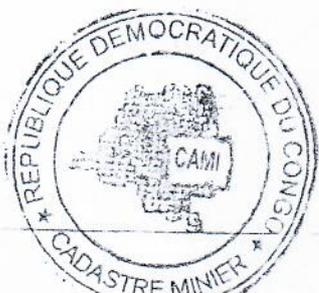
Les principales obligations de l'Amodiataire au titre du présent Contrat d'Amodiation sont les suivantes :

- 7.1.1 L'Amodiataire prend à sa charge tous les impôts (droits superficiaires), taxes et redevances dus à l'Etat tels que prévus dans la Réglementation Minière relatifs auxdits Permis d'exploitation qui soient imposables à l'Amodiant conformément au Code Minier ; étant entendu que l'inexécution de cette obligation donnera le droit à l'Amodiant d'appliquer la clause résolutoire conformément à l'article 177(a) du Code Minier.
Si l'Amodiataire effectue ces paiements directement, il aura l'obligation de soumettre à l'Amodiant les quittances correspondantes dans les 3 jours suivant leur réception.
- 7.1.2 L'Amodiataire paiera les Royalties et le Pas de Porte conformément à l'article 4 ci-dessus.
- 7.1.3 L'Amodiataire s'engage à appliquer toutes les lois et la réglementation concernant la conduite des Opérations sur les Permis Amodiés ; étant entendu que l'inexécution de cette obligation donnera le droit à l'Amodiant de résilier le présent Contrat d'Amodiation conformément à l'article 177(b) du Code Minier.
- 7.1.4 L'Amodiataire réalisera les investissements nécessaires pour poursuivre l'Exploration et le Développement des Permis Amodiés sur la base des



Budgets et des Programmes et plus généralement conformément aux exigences minimales de la Réglementation Minière et qui correspondront plus généralement aux normes internationales de l'industrie minière. Le but poursuivi par l'exécution des travaux d'Exploration est d'identifier des Réserves Prouvées de cuivre et/ou de cobalt sur l'ensemble du périmètre des Permis Amodiés.

- 7.1.5 L'Amodiataire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer sous sa seule responsabilité, la sécurisation de tout le périmètre couvert par les Permis Amodiés.
- 7.1.6 L'Amodiataire réalisera aussi, conformément à la Réglementation Minière, la maintenance et la réhabilitation dans des conditions conformes à la Réglementation Minière et qui correspondent plus généralement aux normes internationales de l'industrie minière.
- 7.1.7 Le phénomène « creuseurs clandestins ou artisanaux » dans les sites miniers au Haut-Katanga étant un phénomène généralisé, KPM s'engage avec le concours de Gécamines à assurer l'évacuation de toute occupation et activité illégales sur le périmètre faisant l'objet du Contrat d'Amodiation dans la mesure où les creuseurs seraient sur terrain avant la prise en main du périmètre par KPM. Les frais y afférents seront supportés par KPM et seront récupérés au moment de l'exploitation conformément au Contrat d'Amodiation.
- 7.1.8 L'Amodiataire s'engage à réaliser l'Étude de Faisabilité dans le délai convenu dans le Contrat de Recherches. Avant l'Exploitation de la Phase 2 du Projet, et sauf accord contraire des Parties motivé par le souci de maintenir les Permis Amodiés en vigueur, l'Amodiataire transmettra à l'Amodiant une étude de faisabilité réalisée conformément à la Réglementation Minière et qui correspond aux normes internationales de l'industrie minière, ayant au moins les informations listées à l'annexe 3 (contenu de l'Étude de Faisabilité).
- 7.1.9 L'Amodiataire s'engage à promouvoir le développement social des communautés environnantes, selon un cahier des charges à adopter après concertation avec ces communautés.
- 7.1.10 L'Amodiataire s'engage à donner à l'Amodiant, par préférence aux tiers, l'opportunité de prester des services et de livrer des fournitures nécessaires aux Opérations pourvu que les conditions offertes par l'Amodiant soient commercialement concurrentielles et soient conformes aux spécifications requises.
- 7.1.10. L'Amodiataire accordera à l'Amodiant sans restriction et selon les mêmes conditions que celles faites aux autres usagers de l'Amodiataire, le libre



✓

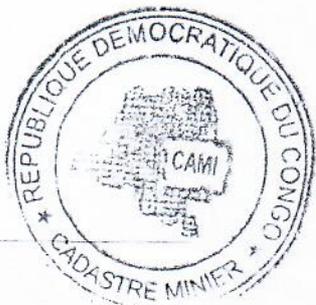
accès et usage des infrastructures routières, fluviales et autres situées à l'intérieur du périmètre couvert par les Droits Miniers Amodiés.

7.1.11. L'Amodiataire s'engage à démarrer l'exploitation par les gisements Kipese Sud I, Kipese Sud II, Kipese Sud V et VII qui est planifiée en deux Phases et en même temps poursuivre les travaux de recherche en vue d'améliorer la connaissance des ressources géologiques identifiées et par conséquent d'accroître la durée de vie du projet.

7.2. Obligations de l'Amodiant

Les obligations principales de l'Amodiant au titre du présent Contrat d'Amodiation sont les suivantes :

- (i) donner accès à l'Amodiataire à toutes les données, informations, registres et rapports relatifs aux Permis Amodiés ;
- (ii) préparer et déposer une demande d'enregistrement du Contrat d'Amodiation au CAMI conformément aux dispositions des articles 177 à 179 du Code Minier et des articles 369 et 370 du Règlement Minier dans les dix jours ouvrables suivant l'entrée en vigueur du contrat à condition que l'Amodiataire lui fournisse en temps utile toute l'information exacte requise par l'Article 370 du Règlement Minier, étant entendu que l'Amodiataire s'engage par le présent Contrat à le faire ;
- (iii) sauf négligence ou faute de l'Amodiataire, défendre les Droits Miniers Amodiés lorsqu'un tiers présenterait des demandes ou introduirait une action en justice contre l'Amodiant ou l'Amodiataire portant sur ces Droits Miniers ; et le défendre en cas de trouble de jouissance et lui apporter toute son assistance ;
- (iv) sans préjudice des obligations spécifiques incombant à l'Amodiataire (telles que définies à l'article 7.1 ci-dessus), soutenir et assister l'Amodiataire à remplir ses obligations au titre de la Réglementation Minière congolaise et dans ses relations avec les autorités congolaises, dans le but de préserver la validité et la conformité des Permis Amodiés et garantir à l'Amodiataire une jouissance paisible pour la réalisation de ses travaux d'Exploration, de Développement et d'Exploitation ; les Parties conviennent que l'obligation mentionnée dans le présent paragraphe (iv) s'entend d'une obligation de moyens ;
- (v) sans préjudice des obligations spécifiques incombant à l'Amodiataire (telles que définies à l'article 7.1 ci-dessus), maintenir les Permis Amodiés pleinement en vigueur, et les renouveler pour la durée maximale autorisée par la Réglementation Minière congolaise en vigueur avant l'expiration desdits Permis ;



A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and strokes.

(vi) accomplir, aux frais exclusifs de l'Amodiataire, toutes autres démarches administratives requises pour garantir l'opposabilité des droits accordés à l'Amodiataire au titre du présent Contrat d'Amodiation ;

7.3. Obligations Mutuelles

L'Amodiant et l'Amodiataire s'engagent à coopérer pour assurer l'opposabilité du présent Contrat d'Amodiation, sa validité et le renouvellement immédiat des Permis Amodiés, aux frais de l'Amodiataire.

Article 8. RESILIATION

L'Amodiant aura le droit de résilier le présent Contrat d'Amodiation, sans préjudice de réclamations en dommages et intérêts, seulement dans l'hypothèse où :

8.1 L'Amodiant a notifié à l'Amodiataire un manquement à une obligation de paiement visée aux articles 7.1.1 et 7.1.2 et l'Amodiataire n'a pas remédié audit manquement dans les trente (30) jours qui suivent cette notification ;

8.2 L'Amodiant a notifié à l'Amodiataire un manquement à l'article 7.1.3, qui, conformément à l'article 177 du Code Minier, est susceptible d'avoir des conséquences financières et administratives préjudiciables pour l'Amodiant et si l'Amodiataire n'a pas :

8.2.1 remédié audit manquement dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la notification ; ou

8.2.2 commencé à y remédier dans ledit délai de quatre-vingt-dix (90) jours, étant entendu que dans cette hypothèse, l'Amodiataire devra continuer à faire tout effort raisonnable et devra prendre toute mesure appropriée afin de remédier à ce manquement dans un délai raisonnable après ladite période de quatre-vingt-dix (90) jours ;

8.3 L'Amodiant a notifié à l'Amodiataire un manquement significatif à une obligation importante visée aux articles 7.1.4 à 7.1.9 et l'Amodiataire n'a pas :

8.3.1. remédié audit manquement dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la notification ;

8.3.2. commencé à y remédier dans ledit délai de quatre-vingt-dix (90) jours, étant entendu que dans cette hypothèse, l'Amodiataire devra continuer à faire tout effort raisonnable et devra prendre toute mesure appropriée afin de remédier à ce manquement dans un délai raisonnable après ladite période de quatre-vingt-dix (90) jours.

Article 9. SUPERVISION

9.1 Droit d'inspection



9.1.1 Moyennant un préavis donné à l'Amodiataire, l'Amodiant aura, jusqu'à la Date d'Expiration de l'Amodiation, un droit de surveillance et d'inspection des travaux de l'Amodiataire effectués sur l'ensemble du périmètre couvert par les Permis Amodiés.

9.1.2 L'Amodiant peut, pour des besoins d'évaluation, prélever des échantillons des minerais se trouvant sur le périmètre couvert par les Permis Amodiés.

9.1.3 Il est cependant convenu que ni l'Amodiant ni ses agents dûment mandatés n'ont aucun droit de déplacer des minerais sans l'accord préalable de l'Amodiataire.

9.2. Comité de suivi

9.2.1 L'Amodiant et l'Amodiataire créeront un comité conjoint dont la composition initiale et les missions seront diffusées à la Date d'Entrée en Vigueur de l'Amodiation (le « Comité Conjoint »).

9.2.2 L'Amodiataire devra, pendant la Période d'Exploration, communiquer de façon régulière (au moins à la fin de chaque trimestre) à l'Amodiant et au Comité Conjoint les rapports et les résultats des travaux d'exploration. Le Comité Conjoint pourra examiner et discuter de ces informations à titre consultatif

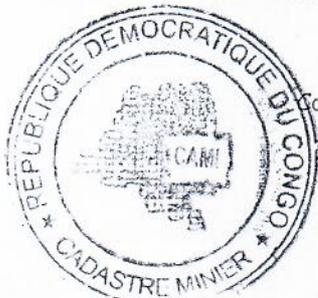
9.2.3 Le Comité Conjoint discutera également de tout autre sujet d'importance concernant la conduite du Programme de Travaux d'Exploration, y compris les circonstances dans lesquelles l'Amodiataire requiert le soutien de l'Amodiant. Le Comité Conjoint communiquera, par écrit avec copie à l'Amodiant, ses avis relatifs à tous les sujets examinés et/ou discutés avec l'Amodiataire.

Article 10. PERIODE D'EXPLORATION

Les travaux d'exploration se poursuivront sur une période de 24 (vingt-quatre) mois à compter de l'Entrée en Vigueur du présent Contrat pour disposer des réserves certifiées selon les normes internationales en vigueur et cerner correctement l'économie de ce projet pour l'avantage des Parties jusqu'à la transmission de l'Etude de Faisabilité Bancable. Ces travaux de recherches se feront concomitamment avec l'exploitation des Gisements Kipese Sud I, Kipese Sud II, Kipese Sud V et VII. La période du Contrat de recherches sera conséquemment prolongée.

Article 11. PERIODE DE DEVELOPPEMENT

1.1. L'Amodiataire aura le droit de poursuivre les travaux de recherche et toutes autres activités de développement qu'elle jugera opportuns dans le but d'établir des Réserves Prouvées et de parvenir à une exploitation économiquement viable



Handwritten signatures and initials.

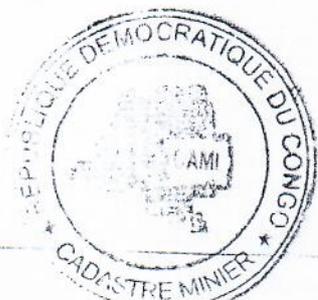
des Permis Amodiés contenant du cuivre, du cobalt et/ou d'autres substances valorisables ;

- 11.2. L'Amodiataire aura le droit de poursuivre ses activités sur le périmètre des Permis Amodiés pendant la Période de Développement sur la base d'un programme de travail, établi conformément aux normes internationalement admises pour identifier les Réserves Prouvées et, actualisé au moins annuellement selon les recommandations formulées par le Comité Conjoint, et communiqué à l'Amodiant (le « Programme de Travaux de Développement »).
- 11.3. La Période de Développement commencera à la date d'approbation du premier Programme de Travaux de Développement par l'Amodiant et l'Amodiataire (la « Date de Commencement de Période de Développement »). La Période de Développement sera celle retenue par le Comité Conjoint suivant les recommandations formulées sur le Programme des Travaux de Développement, (la « Durée de la Période de Développement »), étant entendu que la Durée de la Période de Développement peut être prolongée dans les cas suivants :
- en cas de difficulté d'accès au Permis Amodié, dûment notifiée et justifiée par écrit à l'Amodiant, y compris pour des raisons sécuritaires ou des questions relatives aux communautés environnantes et/ou à des mineurs artisanaux, pendant la durée nécessaire pour surmonter ces difficultés ;
 - en Cas de Force Majeure conformément à l'article 13 ;
 - pendant la durée nécessaire à la résolution d'un litige.

Article 12. CESSION

12.1. Cession des droits et obligations

- 12.1.1. Aucune Partie ne pourra céder ses droits et obligations résultant du présent Contrat d'Amodiation sans le consentement préalable et écrit de l'autre Partie.
- 12.1.2. Nonobstant les termes de l'article 12.1.1, chaque Partie peut céder ses droits et obligations résultant du présent Contrat d'Amodiation à un Affilié, étant entendu que ladite cession ne peut intervenir que pour des besoins légitimes de réorganisation, dûment documentés à l'attention de l'autre Partie.
- 12.1.3. Dans l'hypothèse où cet Affilié cesserait d'être un Affilié, la Partie cédante s'engage à prendre toutes les mesures requises afin de s'assurer que cet Affilié lui rétrocède sans délai l'ensemble des droits et obligations résultant du présent Contrat d'Amodiation.
- 12.1.4. Les Parties concluront les accords nécessaires et effectueront les formalités administratives (en particulier auprès du CAMI) pour les



3

besoins de l'opposabilité de la cession et, le cas échéant, de la rétrocession.

12.2. Changement de contrôle

- 12.2.1. Sans préjudice des stipulations de l'article 12.1, le consentement préalable de l'Amodiant sera requis en cas de projet de vente ou d'achat de parts, titres ou de participation dans le capital de l'Amodiataire ou de l'un de ses Affiliés, lorsqu'une telle vente ou un tel achat entraîne, directement ou indirectement, un changement dans le Contrôle de l'Amodiataire (la « **Transaction Envisagée** »).
- 12.2.2. Ce droit d'agrément est accordé en vue de permettre à l'Amodiant de déterminer, de manière discrétionnaire, si la Transaction Envisagée est susceptible d'impacter la capacité de l'Amodiataire d'exécuter ses obligations au titre du présent Contrat d'Amodiation, ou de manière plus générale, d'impacter les intérêts de l'Amodiant.
- 12.2.3. Dans les trente (30) Jours Ouvrables suivant la date à laquelle l'Amodiataire a eu connaissance du projet de la Transaction Envisagée, l'Amodiataire devra en avvertir l'Amodiant par écrit, cette notification devant être accompagnée de l'ensemble des informations (i) documentant de manière complète la Transaction Envisagée et (ii) permettant de justifier des capacités techniques et financières de l'entité projetant d'acquérir lesdites parts ou participations dans le capital de l'Amodiataire ou de son Affilié (la « **Notification de la Transaction Envisagée** »).
- 12.2.4. L'Amodiataire devra, à ses frais exclusifs, communiquer à l'Amodiant toute information ou preuve que l'Amodiant pourrait raisonnablement requérir de nature à documenter la Transaction Envisagée ou en vue de déterminer si la Transaction Envisagée est susceptible d'impacter négativement la capacité de l'Amodiataire d'exécuter ses obligations au titre du présent Contrat d'Amodiation, ou de manière plus générale, d'impacter les intérêts de l'Amodiant.
- 12.2.5. Les Parties conviennent que l'Amodiant ne sera aucunement tenu d'accorder son consentement à la Transaction Envisagée, étant entendu que son silence ne pourra valoir acceptation de la Transaction Envisagée.

12.3. Sous-amodiation

Conformément à l'article 177 du Code Minier, l'Amodiataire s'interdit, pendant toute la durée du présent Contrat d'Amodiation, de sous-amodier les Permis Amodiés.



Article 13. FORCE MAJEURE

- 13.1. Si une Partie est affectée par un Cas de Force Majeure qui empêcherait cette Partie de remplir tout ou partie de ses obligations au titre du présent Contrat d'Amodiation, elle en notifiera par écrit l'autre Partie le plus tôt possible, et dans tous les cas dans un délai de quinze (15) Jours Ouvrables à compter de la prise de connaissance du Cas de Force Majeure, en indiquant avec précision les événements constitutifs du Cas de Force Majeure ainsi que la durée estimée de la suspension de l'exécution des obligations affectées.
- 13.2. Nonobstant toute clause contraire, les Parties conviennent que la survenance d'un Cas de Force Majeure ne pourra suspendre l'exécution des obligations de paiement à la charge de l'Amodiateur reprises aux termes de l'article 4.
- 13.3. La durée de la Période d'Exploration ou de la Période de Développement sera, le cas échéant, augmentée de la durée du Cas de Force Majeure.
- 13.4. Si le Cas de Force Majeure perdure plus de 12 (douze) mois, les deux Parties conviennent de se rencontrer pour analyser la situation et envisager l'éventualité de trouver une solution commune de la résiliation du Contrat d'Amodiation s'il n'est arrivé à son terme et ceci, sans aucun devoir ni obligation de part et d'autre, à l'exception de ceux existant auparavant et non affectés par la survenance de la force majeure. Chacune des Parties aura le droit de demander la résiliation du présent Contrat d'Amodiation conformément aux stipulations de l'article 17.

Article 14. RESPONSABILITES

- 14.1. L'Amodiant et l'Amodiateur acceptent la responsabilité solidaire et indivisible vis-à-vis de l'État conformément aux dispositions de l'article 177 du Code Minier. L'Amodiateur est, nonobstant toute clause contraire, redevable des impôts, taxes et redevances dus en vertu des Permis d'Exploitation à compter de la Date d'Entrée en Vigueur de l'Amodiation.
- 14.2. Toutefois, en cas de défaillance de l'Amodiateur, l'Amodiant est responsable vis-à-vis de l'État, sous réserve de son droit de recours contre l'Amodiateur pour tous les montants, intérêts et pénalités en découlant, conformément aux dispositions de l'article 177 du Code Minier.

Article 15. AUTRES STIPULATIONS

15.1. Confidentialité

15.1.1. Annonces

Aucune annonce publique, d'une quelconque nature (y compris tout communiqué de presse ou toute divulgation) ne sera faite en relation avec le présent Contrat d'Amodiation, sauf accord contraire convenu par écrit

Page 18 sur 30

Contrat d'amodiation n° 1923/7813/SG/GC/2020



✓

[Handwritten signature]

entre les Parties, excepté si le droit en vigueur en République Démocratique du Congo ou le droit applicable à l'un des Affiliés des Parties l'exige, y compris toute réglementation de tout marché boursier auquel toute Partie ou l'un de ses Affiliés est soumis.

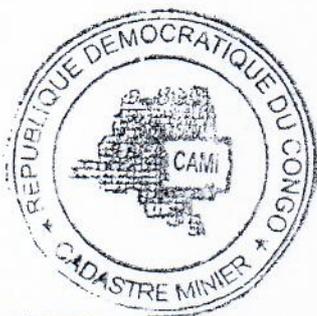
15.1.2. Informations confidentielles

Sous réserve des stipulations des articles 15.1.3 et 15.1.6, chaque Partie préservera la confidentialité, et veillera à ce que ses dirigeants, employés, agents et conseils professionnels respectifs préservent la confidentialité de toutes informations, tous documents et tous autres supports fournis à l'une des Parties, notamment par une autre Partie, l'un de ses consultants ou conseils, ou reçus par elle, y compris par toute autorité, en relation avec le présent Contrat d'Amodiation et/ou toute discussion ou document en lien avec sa négociation, et identifiés comme confidentiels (les « Informations Confidentielles »).

15.1.3. Exclusions

L'article 15.1.2 ne s'applique pas :

- (i) aux informations qui sont, ou deviennent, disponibles publiquement (autrement que par violation du présent Contrat d'Amodiation) ou développées de manière indépendante par une Partie ;
- (ii) aux informations dont la partie destinataire est en mesure de démontrer qu'elles étaient en sa possession avant leur divulgation, tel qu'attesté par des pièces écrites ;
- (iii) aux informations communiquées par une Partie à des Affiliés, des dirigeants, des employés, des consultants indépendants et des conseils professionnels mandatés par une Partie, des contractants existants ou potentiels, des investisseurs potentiels, des banques ou des institutions financières, en lien avec l'obtention de financements, pour l'évaluation des projets associés au développement du Permis d'Exploitation et sur la base des informations strictement nécessaires, sous réserve que le destinataire concerné des Informations Confidentielles :
 - a. soit soumis à une obligation de confidentialité au titre d'obligations professionnelles ou contractuelles ; ou
 - b. soit informé de la nature confidentielle de ces Informations Confidentielles et s'engage par écrit à respecter des restrictions de confidentialité



✓

[Handwritten signature]

substantiellement identiques à celles stipulées dans le présent article 15.1 ;

- (iv) à la divulgation d'informations, dans la mesure requise par la loi, par toute juridiction compétente, une instance de régulation ou un marché boursier reconnu ; et
- (v) aux divulgations d'informations auxquelles les Parties ont préalablement donné leur accord écrit.

15.1.4. Obligations de confidentialité

Aux fins de l'article 15.1.2, les Parties devront :

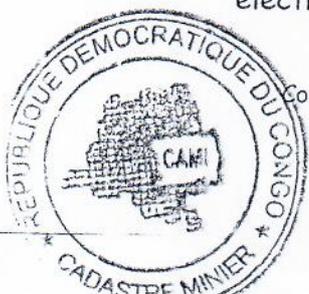
- (i) conserver tout document, équipement et matériel qui font partie des Informations Confidentielles dans des zones sûres et des fichiers séparés, avec un accès restreint, afin d'empêcher que les Informations Confidentielles ne soient divulguées à des personnes non autorisées ;
- (ii) maintenir des procédures administratives adéquates, afin de prévenir toutes pertes d'Informations Confidentielles ; et
- (iii) informer immédiatement l'autre Partie en cas de pertes éventuelles de toutes Informations Confidentielles de sorte que cette dernière puisse demander une mesure conservatoire ou prendre des mesures appropriées.

15.1.5. Restitution d'Informations Confidentielles

A la demande d'une Partie, l'autre Partie devra :

1. détruire ou retourner à cette dernière tous les documents et supports (et toutes les copies) contenant, reflétant, intégrant, ou fondés sur des Informations Confidentielles ;
2. effacer toutes les Informations Confidentielles de son système informatique ou qui sont stockées sous forme électronique ; et
3. certifier par écrit à cette dernière qu'elle s'est conformée aux exigences du présent article 15.1 étant entendu que l'Amodiant peut conserver les documents et supports contenant, reflétant, intégrant ou fondés sur les Informations Confidentielles dans la mesure requise par la loi ou par toute autorité gouvernementale ou réglementaire, ainsi que les procès-verbaux de toute réunion de ses organes sociaux, et tout document de travail incorporant des Informations Confidentielles.

Lorsque les systèmes informatiques réalisent une sauvegarde électronique automatique de données empêchant la destruction des



✓

Handwritten signature or initials.

Informations Confidentielles contenues dans ces systèmes informatiques sans les endommager, toute Partie est autorisée, sous réserve d'une notification préalable à l'autre Partie, à conserver lesdites Informations Confidentielles pour une durée égale à celle durant laquelle les données informatiques sont habituellement sauvegardées.

Toutes les Informations Confidentielles qui ne sont pas restituées ou détruites restent soumises aux stipulations du présent article 15.1.

15.1.6. Durée des obligations de confidentialité

Les obligations contenues dans le présent article 15.1 expireront au terme d'une période de vingt-quatre (24) mois à compter de la Date d'Expiration de l'Amodiation sous réserve que cette expiration soit sans préjudice de toute obligation continue des Parties de préserver le caractère confidentiel de toute information dès lors que cette obligation est imposée par la loi.

15.2. Divisibilité

Il est convenu que la non-validité, l'inopposabilité, l'illégalité, l'inefficacité ou l'impossibilité de mettre en œuvre une stipulation du présent Contrat d'Amodiation n'affectera aucunement la validité, l'opposabilité, la légalité, l'efficacité et la mise en œuvre de ses autres stipulations, qui continueront de trouver application. Toutefois, les Parties négocieront de bonne foi en vue du remplacement de la stipulation concernée par une stipulation valable, opposable, légale, efficace et présentant autant que possible les mêmes effets que ceux qu'elles attendaient de la stipulation remplacée.

15.3. Avenant

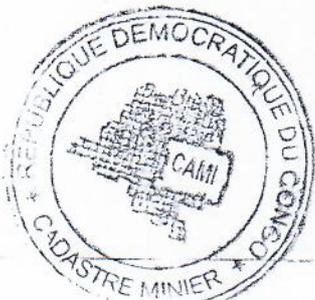
Aucune modification du présent Contrat d'Amodiation ne sera valide et ne fera partie du présent Contrat d'Amodiation à moins d'avoir été faite par un avenant écrit et signé par les Parties.

15.4. Intégralité de l'accord des Parties

Le présent Contrat d'Amodiation constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties, et remplace toutes les déclarations et accords antérieurs relatifs à l'objet des présentes, verbaux ou écrits.

15.5. Notifications

15.5.1. Toutes notifications, requêtes, demandes et/ou autres communications se rapportant au présent Contrat d'Amodiation se feront par écrit et seront réputées avoir été faites lorsqu'elles ont



✓

été envoyées aux Parties, par lettre recommandée ou par porteur avec accusé de réception :

Pour l'AMODIANT :

LA GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES S.A.

A l'attention du Directeur Général

419, boulevard Kamanyola

B.P. 450 - Lubumbashi

République Démocratique du Congo

Pour l'AMODIATAIRE :

KAI PENG MINING SARL :

A l'attention de Monsieur le Directeur Général

33, Route Kambove

Commune de Panda

Ville de Likasi

Province du Haut-Katanga

République Démocratique du Congo

15.5.2. Les notifications et/ou autres communications seront valables et seront réputées avoir été effectuées (i) en cas de réception du courrier recommandé par la poste ou par porteur, à la date de la remise si celle-ci est opérée pendant les heures normales de service ou, sinon, le Jour Ouvrable suivant le jour de la réception ;

15.5.3. Tout changement d'adresse sera notifié par écrit à l'autre Partie au moins dix (10) Jours Ouvrables avant son effectivité.

15.6. Langue

15.6.1. Tout document ou communication adressé par les Parties au titre du, ou concernant le présent Contrat d'Amodiation, devra être en français ;

15.6.2. Le présent Contrat d'Amodiation a été signé en version française.

Article 16. DROIT APPLICABLE

Le présent Contrat d'Amodiation sera interprété conformément au droit de la République Démocratique du Congo, par lequel il est régi.

Article 17. REGLEMENT DES DIFFERENDS

17.1 Accord Amiable

17.1.1 En cas de litige ou de différend entre les Parties né du présent Contrat d'Amodiation ou en relation avec celui-ci, les Parties concernées



Handwritten signature and a checkmark.

s'engagent, avant d'instituer toute procédure arbitrale, et sauf urgence, à se rencontrer pour tenter de parvenir à un règlement à l'amiable.

17.1.2 À cet effet, les Parties se rencontreront dans les quinze (15) Jours Ouvrables de l'invitation à une telle rencontre adressée par la Partie la plus diligente. Si le litige ou le différend n'est pas l'objet d'un règlement amiable dans les quinze (15) Jours Ouvrables de la réunion, toute Partie peut le soumettre à l'arbitrage.

17.2 Arbitrage

17.2.1 Tous différends ou litiges découlant du présent Contrat d'Amodiation ou en relation avec celui-ci seront tranchés selon le règlement d'arbitrage du Centre National d'Arbitrage, de Conciliation et de Médiation, « CENACOM » en sigle, institué auprès de la Fédération des Entreprises du Congo, (FEC) en sigle, par (3) arbitres siégeant à Kinshasa (RDC) et désignés conformément à ce règlement et statuant selon le droit de la République Démocratique du Congo. La langue de l'arbitrage sera le français.

17.2.2 Les Parties devront exécuter immédiatement la décision du tribunal arbitral et renoncer à tout droit d'appel dans la mesure où les Parties ont le droit à cette renonciation. L'approbation de ladite décision aux fins d'exequatur peut être demandée par chaque Partie devant n'importe quelle juridiction compétente.

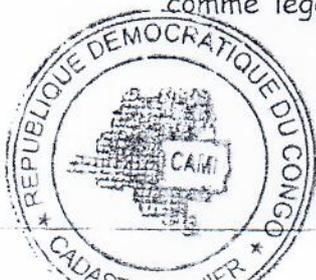
17.3 Renonciation à l'immunité

Les Parties renoncent par les présentes de manière irrévocable et inconditionnelle à toute demande ou droit à l'immunité, y compris l'immunité souveraine qui peut être applicable actuellement ou à l'avenir au titre des procédures et des mesures d'exécution engagées à leur encontre ou à l'encontre de leurs actifs, et en particulier chaque Partie accepte :

- (a) chaque action intentée à son encontre ou à celle de ses actifs devant toute juridiction en application du présent Contrat d'Amodiation, et
- (b) les mesures d'exécution, y compris toutes sortes de mesures provisoires ou conservatoires (que ce soit avant ou après une sentence ou un jugement), demandées à son encontre ou à celle de ses actifs, tels que tous biens, revenus et créances, dus par tout débiteur.

17.4 Invalidité/Indépendance des Clauses

Dans le cas où une quelconque stipulation du présent Contrat d'Amodiation deviendrait illégale, nulle ou inopposable, en tout ou partie, elle s'appliquera avec toute suppression ou modification nécessaire pour être considérée comme légale, valide et opposable et donner effet à l'intention commerciale



des Parties. Si cela n'est pas possible, la stipulation affectée sera réputée ne pas faire partie du présent Contrat d'Amodiation, et la légalité, la validité et le caractère opposable des autres stipulations n'en seront pas affectés.

Article 18. FORMALITES D'ENREGISTREMENT DE L'AMODIATION

Les Parties désignent Monsieur Nelson KABALA NSENGA, Directeur de Division à la Direction Juridique de l'Amodiant aux fins de procéder à l'authentification du Contrat et à l'accomplissement des formalités d'usage auprès du CAMI conformément aux dispositions des articles 12, alinéa 12, et 182 du Code Minier.

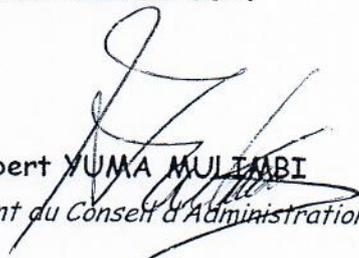
Article 19. ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

Le présent Contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties pour une durée de 15 ans renouvelable une fois par tacite reconduction pour la même durée.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé à Lubumbashi, le présent Contrat, le 06 JAN 2021, en quatre exemplaires originaux, chacune des Parties reconnaissant en avoir retenu un, le troisième étant réservé au Cadastre Minier et le dernier au Ministre des Mines.

Pour LA GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES S.A.

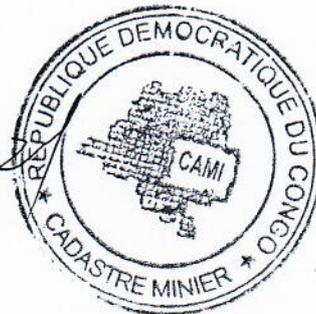

SAMA LUKONDE KYENGE Jean-Michel
Directeur Général


Albert YUMA MULTABI
Président du Conseil d'Administration

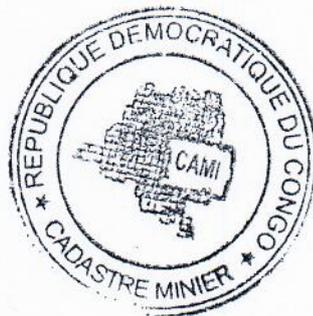
Pour KAI PENG MINING SARL

Chen Tao,
Directeur Général





ANNEXE 1 AU CONTRAT D'AMODIATION N° 1923/7813/SG/GC/2020
CERTIFICATS D'EXPLOITATION

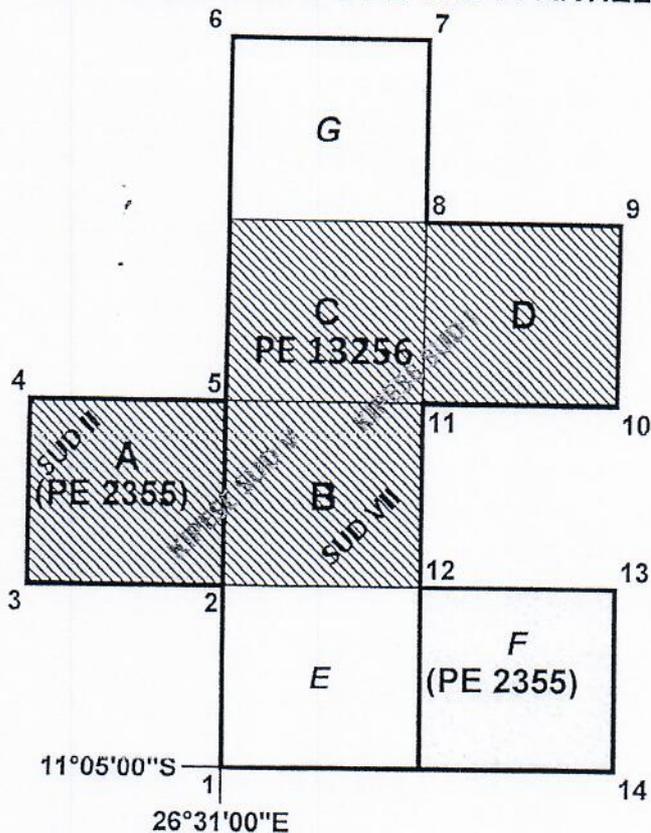


[Handwritten signature]

[Handwritten mark]

✓

ANNEXE 2₁
 CONTRAT D'AMODIATION N° 1923/7813/SG/GC/2020
 AVEC KPM
 CROQUIS ET COORDONNEES GEOGRAPHIQUES
 PE 2355 PARTIELLEMENT
 ET PE 13256 ISSU DU PE 12274 PARTIELLEMENT

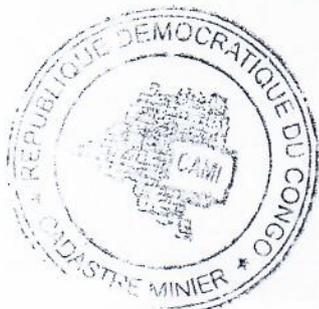


- 2 carrés du PE 2355 (carrés : A et F).
- 5 carrés du PE 13256 issus du PE 12274 (carrés : B, C, E, D, E et G)
- 4 carrés KIPESE SUD I et V contenant les écailles II et VII (carrés : A, B, C et D)
- 3 carrés de surfaces nécessaires (carrés : E, F et G)

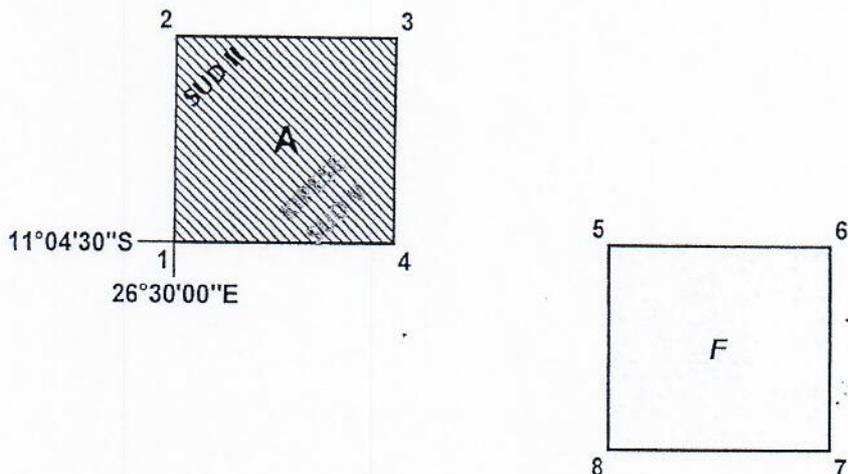
SOMMET	LONGITUDE			LATITUDE		
	dd	mm	ss	dd	mm	ss
1	26	31	00	11	05	00
2	26	31	00	11	04	30
3	26	30	30	11	04	30
4	26	30	30	11	04	00
5	26	31	00	11	04	00
6	26	31	00	11	03	00
7	26	31	30	11	03	00
8	26	31	30	11	03	30
9	26	32	00	11	03	30
10	26	32	00	11	04	00
11	26	31	30	11	04	00
12	26	31	30	11	04	30
13	26	32	00	11	04	30
14	26	32	00	11	05	00

7 CARRÉS

Référence : WGS 84.



ANNEXE 2₂
CONTRAT D'AMODIATION N° 1923/7813/SG/GC/2020
AVEC KPM
CROQUIS ET COORDONNEES GEOGRAPHIQUES
PE 2355 PARTIELLEMENT



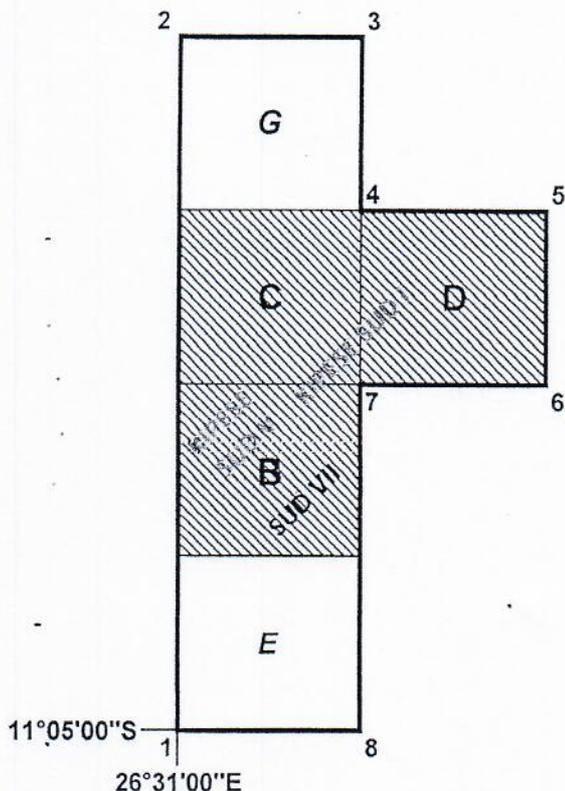
-  1 carré KIPESE SUD V contenant l'écaille II (carré : A)
-  1 carré Surface nécessaire (carré : F)

	SOMMET	LONGITUDE			LATITUDE		
		dd	mm	ss	dd	mm	ss
Carré : A	1	26	30	30	11	04	30
	2	26	30	30	11	04	00
	3	26	31	00	11	04	00
	4	26	31	00	11	04	30
1 carré							
Carré : F	5	26	31	30	11	04	30
	6	26	32	00	11	04	30
	7	26	32	00	11	05	00
	8	26	31	30	11	05	00
1 carré							
Total 2 carrés							

Référence : WGS 84



ANNEXE 2₃
 CONTRAT D'AMODIATION N° 1923/7813/SG/GC/2020
 AVEC KPM
 CROQUIS ET COORDONNEES GEOGRAPHIQUES
 ET PE 13256 ISSU DU PE 12274 PARTIELLEMENT



- 3 carrés KIPESE SUD I et V contenant les écailles II et VII (carrés : B, C et D)
- 2 carrés de surfaces nécessaires (carrés : E et G)

SOMMET	LONGITUDE			LATITUDE		
	dd	mm	ss	dd	mm	ss
1	26	31	00	11	05	00
2	26	31	00	11	03	00
3	26	31	30	11	03	00
4	26	31	30	11	03	30
5	26	32	00	11	03	30
6	26	32	00	11	04	00
7	26	31	30	11	04	00
8	26	31	30	11	05	00
5 CARRES						

Référence : WGS 84



CONTENU DE L'ETUDE DE FAISABILITE

L'Etude de Faisabilité signifie les études effectuées et financées par l'Amodiataire qui feront l'objet d'un rapport écrit détaillé, évaluant le potentiel commercial d'un ou des gîtes minéralisé(s), sélectionné(s) par l'Amodiataire, situé(s) dans le périmètre couvert par le Permis Amodié et visant à établir si sa dimension et ses teneurs justifient l'exploitation d'une mine et la production commerciale de la manière normalement requise par les institutions internationales. L'Etude de Faisabilité contiendra, par conséquent, au moins les informations suivantes :

- i) une description du ou des gisement (s) qui sera (seront) mis en production,
- ii) l'estimation des réserves de minerais pouvant être récupérées et l'estimation de la composition et du contenu de celles-ci,
- iii) la procédure proposée pour le développement, les Opérations et le transport,
- iv) les résultats des tests de traitement des minerais et des études de rentabilité de leur exploitation,
- v) la qualité des produits finis et produits intermédiaires à détailler et les descriptions du marché de tous les produits soit intermédiaires, soit sous-produits, soit finis,
- vi) la nature, l'importance et la description des Installations dont l'acquisition est proposée, des Installations de concentration et de traitement métallurgique si la taille, l'étendue et la localisation du gisement le justifient,
- vii) les frais totaux, y compris un budget des Dépenses en Capital devant être raisonnablement engagées pour acquérir, construire et installer toutes les structures, machines et équipements nécessaires pour les Installations proposées, y compris un calendrier de ces Dépenses,
- viii) toutes les études nécessaires d'impact des opérations sur l'environnement et leurs coûts,
- ix) l'époque à laquelle il est proposé que le gisement soit mis en production commerciale,
- x) toutes autres données et informations pouvant être raisonnablement nécessaires pour établir l'existence de gisement de taille et de qualité suffisantes pour justifier le développement d'une mine, en tenant compte de tous les aspects pertinents des points de vue commercial, fiscal, économique ou autres, y compris ce qui concerne les frais de financement et de rapatriement du capital et des bénéfices,



A handwritten signature or set of initials in black ink, located in the bottom right corner of the page.

A large handwritten checkmark in black ink, located at the bottom center of the page.

CADASTRE MINIER			
DG	Pour Information	Pour Traitement	DATE
DGA	X		
DT			
DA			
DF		f	

MA
CPT

Proposition
&
Annulé
20/01/10



CADASTRE MINIER



DIRECTION FINANCIERE
Département de la trésorerie

Kinshasa, le 23/02/2012

MONTANT USD 1500.00

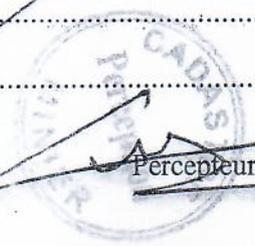
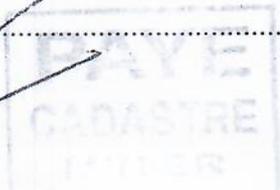
QUITTANCE N° 8869^e

Nom (Société) : GECANILYES

Montant en lettres : DOLLARS AMERICAIN MILLE CENTS

Motif de paiement : P.D. AUTHENTIFICATION

[Signature]
Chef de Département,



[Signature]
Percepteur

CADASTRE MINIER			
DG	Pour information	Pour Traitement	DATE
DGA	X		
DT			
DA		f	
DF			

MA
C/DJ

Imposition
&
Amivi
20 21 /
01



CADASTRE MINIER



DIRECTION FINANCIERE
Département de la trésorerie

Kinshasa, le 23/02/2012

MONTANT

USD

1500,00

QUITTANCE N° 8869

Nom (Société) :

GECA MINES

Montant en lettres :

DOLLARS AMERICAIN MILLE CING CENTE

Motif de paiement :

P.D. AUTHENTIFICATION

Chef de Département,

Percepteur

